



**PRÉFET  
DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 St Etienne

St Etienne, le 01/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ETABLISSEMENTS BONNABAUD**

158 avenue de la Libération  
BP 26  
42120 Le Coteau

Références : UiD4243-EAR-025-244  
Code AIOT : 0006103328

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2025 dans l'établissement ETABLISSEMENTS BONNABAUD implanté 158 avenue de la Libération, BP 26, 42 120 Le Coteau. L'inspection a été annoncée le 06/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a fait suite à une demande de bénéfice d'antériorité déposée par l'ancien dirigeant juste avant la vente.

Selon cette déclaration le site ne serait soumis qu'à DC, suite à la modification de la nomenclature. Cette inspection a été l'occasion de faire un point sur le classement administratif de cet établissement et de préciser aux nouveaux exploitants les obligations dont ils relevaient.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETABLISSEMENTS BONNABAUD
- 158 avenue de la Libération BP 26 42120 Le Coteau
- Code AIOT : 0006103328
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BONNABAUD est spécialisée dans la fabrication de peinture, uniquement pour les industriels.

La production annuelle de peinture sur ce site est de l'ordre de 1300t/an environ.

La majeure partie de la production consiste en l'élaboration de peintures solvantées (70%), le reste étant sur base hydro (30%).

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- REACH

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	contrôle périodique	Code de l'environnement du 16/10/2007, article 512-55	Demande d'action corrective	6 mois
6	Rejets air	Arrêté Ministériel du 20/05/2005, article 6.3	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	rubrique 4331	Code de l'environnement du 16/10/2007, article 511-9	Sans objet
2	rubrique 1510	Code de l'environnement du 16/10/2007, article 511-9	Sans objet
3	état des stocks	Arrêté Ministériel du 20/05/2005, article 3.5.	Sans objet
4	gestion des déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 20/05/2005, article 7.5	Sans objet
7	rejets eau	Arrêté Ministériel du 20/05/2005, article 5.3	Sans objet
8	Fiches de données de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/05/2005, article 3.3	Sans objet
9	réentions	Arrêté Ministériel du 20/05/2005,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 2.10	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site relève dorénavant uniquement de la Déclaration contrôlée.

Les dirigeants n'avaient pas connaissance de l'existence de ces contrôles périodiques, ils n'ont donc pas pour l'instant été réalisés.

Ils se sont cependant engagés à programmer ce type de contrôle de façon rapide.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : rubrique 4331

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/10/2007, article 511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, rubrique 4331
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La colonne "A "de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Rubrique 4331: Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Supérieure ou égale à 1 000 t A</li> <li>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t E</li> <li>3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t DC</li> </ol>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les quantités stockées sous la rubrique 4331 sur site sont les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une cuve enterrée de 6 000 l qui contient un mélange de 3 produits inflammables (white spirit, essence E et Solvesso).</li> <li>• 7 cuves aériennes de 1 000 l chacune</li> <li>• 1 cuve aérienne de 3 000 l</li> </ul> <p>Soit une capacité en cuves de 16 000 l.</p> <p>L'état des stocks au 30 mai (en saison haute de stockage) indique une quantité totale de 87t de liquides inflammables.</p> <p>Le site est très restreint en surface (3 700 m<sup>2</sup>) et il me semble pas envisageable que l'exploitant puisse stocker plus de 100t de liquides inflammables.</p> <p>Le site est soumis à DC.</p> <p>Il convient de modifier le classement du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : rubrique 1510**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/10/2007, article 511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, rubrique 1510
<b>Prescription contrôlée :</b>  rubrique 1510  Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39.a de l'annexe de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : a) Supérieur ou égal à 900 000 m3 A b) Supérieur ou égal à 50 000 m3 mais inférieur à 900 000 m3 E c) Supérieur ou égal à 5 000 m3 mais inférieur à 50 000 m3 DC
<b>Constats :</b>  Les quantités de produits combustibles présents sur site (hors 4331) sont très faibles (une centaine de petits seaux en plastique(1 à 2l), une trentaine de palettes, une quarantaine de cartons.) Les quantités présentes sont très inférieures à 500t, le site n'est donc classable sous la rubrique 1510 mais bien uniquement sous la rubrique 4331.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : état des stocks**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/05/2005, article 3.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks de produits dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un état des stocks. Il est tenu à jour, au jour le jour, sauf en ce qui concerne les quantités de solvants qui elles sont relevées de manière physique 2 à 3 fois par semaine. La tenue de cet état des stocks et sa fréquence de mise à jour sont satisfaisantes pour un établissement soumis à DC.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 4 : gestion des déchets dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/05/2005, article 7.5
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets dangereux
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Les déchets dangereux sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du Code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement. Un registre des déchets dangereux produits (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.) est tenu à jour. L'exploitant émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et est en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs sont conservés trois ans.
---

<b>Constats :</b>
-------------------

La société dispose d'un registre déchets. Pour les déchets dangereux, l'exploitant utilise trackdéchets et ne rencontre pas de difficultés particulières avec cet outil. La situation est conforme.
---

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 5 : contrôle périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/10/2007, article 512-55
--

<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, contrôle périodique DC
--

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 sont fixées à l'annexe de l'article R. 511-9.
---

<b>Constats :</b>
-------------------

L'installation est visée par l'annexe de l'article R 511-9 du Code de l'environnement. Ainsi elle doit subir de façon périodique un contrôle par un organisme agréé conformément à l'article L512-11. L'exploitant a repris l'exploitation en 2022 et n'avait pas connaissance de cette obligation. Il s'est engagé à faire réaliser ce contrôle rapidement. L'arrêté 4331 a été fourni à l'exploitant ainsi que la liste des organismes agréés.
---

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
--

L'exploitant est invité à faire réaliser le contrôle périodique dont relève son installation sous 6 mois. Le cas échéant les écarts relevés lors de ce contrôle seront corrigés.
---

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 6 :** Rejets air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/05/2005, article 6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>a) Cas général</b></p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance des caractéristiques soit des émissions de poussières, CO, COV et NOx, soit de paramètres représentatifs de ces derniers, lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées.</p> <p>Une mesure du débit rejeté et de la concentration de ces polluants est effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les trois ans. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet de mesures périodiques. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence de ces produits dans l'installation.</p> <p>La mesure du débit d'odeur peut être effectuée, notamment à la demande du préfet, selon les méthodes normalisées en vigueur si l'installation fait l'objet de plaintes relatives aux nuisances olfactives.</p> <p>Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement quand il existe.</p> <p>A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NF X44-052 sont respectées.</p> <p>Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.</p> <p>En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou aux équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.</p> <p><b>b) Cas des COV</b></p> <p><b>I.</b> Lorsque la consommation de solvant de l'installation est supérieure à 1 tonne/an, l'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, ainsi que tout justificatif concernant la consommation de solvant (factures, nom des fournisseurs...).</p> <p><b>II.</b> La surveillance en permanence des émissions de l'ensemble des COV, à l'exclusion du méthane, est réalisée si, sur l'ensemble de l'installation, l'une des conditions suivantes est remplie :</p> <p>1. Le flux horaire maximal en COV à l'exclusion du méthane, exprimé en carbone total, dépasse : - 15 kg/h dans le cas général ; - 10 kg/h si un équipement d'épuration des gaz chargés en COV est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émission canalisées.</p> <p>2. Le flux horaire maximal en COV à l'exclusion du méthane, visé au paragraphe III du point 6.2 (b,2) de la présente annexe ou présentant une mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360 F ou une phrase de risque R45, R46, R49, R60 ou R61, ou les composés halogénés présentant une mention de danger H341 ou H351 ou une phrase de risque R40 ou R68, dépasse 2 kg/h (exprimé en somme des composés).</p> <p>Cette surveillance en permanence peut être remplacée par le suivi d'un paramètre représentatif, corrélé aux émissions. Cette corrélation sera confirmée périodiquement par une mesure des émissions.</p>

<p>Dans les autres cas, des prélèvements instantanés sont réalisés.</p> <p>Pour les mesures en continu, on considère que la valeur limite d'émission est respectée lorsque aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse la valeur limite d'émission, et aucune des moyennes horaires ne dépasse 1,5 fois la valeur limite d'émission.</p> <p><b>III.</b> Dans le cas où le flux horaire de COV visés au III du point 6.2 b.2 de la présente annexe ou présentant des mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360 F ou des phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 ou les composés halogénés présentant des mentions de danger H341 ou H351 ou étiquetés R40 ou R68 dépasse 2 kg/h sur l'ensemble de l'installation, des mesures périodiques de chacun des COV présents seront effectuées afin d'établir une corrélation entre la mesure de l'ensemble des COV non méthaniques et les composés effectivement présents.</p> <p><b>IV.</b> Lorsque l'installation est équipée d'un oxydateur, la conformité aux valeurs limites d'émissions en NO, méthane et CO prévues au paragraphe III du point 6.2 b.2 de la présente annexe est vérifiée une fois par an par un organisme agréé, en marche continue et stable.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a fait procéder à aucune analyse d'air.</p> <p>Ayant repris le site en 2022, et afin de respecter la fréquence triennale, l'exploitant est invité à analyser les effluents gazeux de son installation.</p> <p>La consommation de solvant de l'établissement dépassant le seuil de 1 tonne/ an, l'exploitant est tenu de réaliser un plan de gestion des solvants. Ce dernier n'a pas pu être présenté. L'exploitant est invité à établir son plan de gestion de solvants.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>l'exploitant est invité à faire procéder aux analyses d'air de son établissement prévues à l'article 6.3 de l'arrêté de prescription générale du 20 mai 2005 avant la fin de l'année 2025.</p> <p>L'exploitant est invité à établir son plan de gestion de solvants avant fin d'année 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 7 : rejets eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/05/2005, article 5.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseau de collecte</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible.</p> <p>Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement n'est pas à l'origine de rejets eaux autres que les eaux pluviales de ruissellement ,</p>



rejetée au réseau communal après transit par un déshuileur débourbeur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Fiches de données de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/05/2005, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Connaissance des produits - étiquetage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose de documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par le Code du travail.</p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité des matières premières qu'il utilise ainsi que des produits finis qu'il élabore.</p> <p>Les FDS sont stockées sur le réseau informatique de l'établissement et ont été facilement retrouvées lors de l'inspection.</p> <p>Leur gestion semble satisfaisante.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : rétentions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/05/2005, article 2.10
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Cuvettes de rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs est contrôlable.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale, ou 50 % dans le cas de liquides inflammables (à l'exception des lubrifiants), avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé en conditions normales.</p>

**Constats :**

La cuve enterrée, les cuves fixes de 1 000 l et la cuve aérienne de 3 000 l disposent toutes d'une rétention.

Les autres contenants (GRV, fûts, bidons...) ne sont pas stockés sur rétention, le site en lui-même forme cependant rétention. Tout le site est étanché, et les écoulements seront dirigés vers le déshuileur débourbeur du site.

cette configuration est historique, le site est existant depuis plus de 120 ans.

**Type de suites proposées :** Sans suite